

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ID LOGISTICS

16 boulevard d'anvaux
zi du buxerious
36000 Châteauroux

Code AIOT : 0010014355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement ID LOGISTICS implanté ZAC DE LA MALTERIE 2 Avenue Pierre de coubertin 36130 Montierchaume. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ID LOGISTICS
- ZAC DE LA MALTERIE 2 Avenue Pierre de coubertin 36130 Montierchaume
- Code AIOT : 0010014355
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un entrepôt logistique mise en service courant 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet
3	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	/	Sans objet
4	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Sans objet
5	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	/	Sans objet
6	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Sans objet
7	Prévention du risque incendie.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Sans objet
8	Gestion des déchets.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7	/	Sans objet
9	Gestion des déchets.	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment, des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site."
Constats : L'exploitant ne peut justifier de la disponibilité de l'eau contenue dans les trois réserves enterrées du site de 120 m3 chacune.
Observations : Le site est équipé de trois réserves d'eau enterrées de 120 m3 munies de poteaux d'aspiration. L'exploitant ne vérifie pas le niveau d'eau dans ces réserves.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "présentation des derniers rapports d'entretien et de vérification des systèmes d'extinction"
Constats : Conforme.
Observations : La dernière vérification semestrielle du système d'extinction automatique a été réalisée le 17 août 2022 par une société agréée qui effectue également les vérifications hebdomadaires. Le R.I.A. a été vérifié le 21 avril 2022 par la même société agréée et les extincteurs le 15 juin 2022 par une autre société agréée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage."
Constats : Conforme.
Observations : Le site est équipé en partie nord d'un bassin de confinement, le recueil des eaux d'extinction d'incendie se fait par l'arrêt de la pompe de relevage qui est asservi au déclenchement du système d'extinction automatique. Un deuxième bassin en partie sud permet de recueillir les eaux de ruissellement du parking VL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire."
Constats : Conforme.
Observations : En cas de déclenchement l'alarme est transmise à une société de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation."
Constats : Conforme.
Observations : L'exercice d'évacuation a été réalisé le 21 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées."
Constats : Conforme.
Observations : Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées le 6 décembre 2022, l'exploitant est en attente du rapport. Le rapport de vérification initiale réalisé le 13 avril 2022 par une société agréée ne relève aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention du risque incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "l'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre."
Constats : Conforme.
Observations : L'analyse du risque foudre et l'étude technique datées du 12 avril 2021 ont été réalisées par une société agréée. Cinq paratonnerres ont été installés sur le site par une société différente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets non dangereux.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment, trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication."
Constats : Conforme.
Observations : Les déchets non dangereux sont triés sur le site puis recyclés dans des filières agréées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "l'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités."
Constats : Sans observation.
Observations : Le site est en pleine activité depuis juillet 2022, l'exploitant n'a pas encore généré de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet